

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'IMPLANTATION ET L'EXPLOITATION

D'UNE UNITE TEP SCAN

A L'HÔPITAL ANTOINE-BECLERE DE CLAMART (AP-HP / GHU APHP.Université Paris Saclay)

SOMMAIRE

Préambule

I- OBJET DE LA CONSULTATION

- a. Contexte
- b. Description des dépendances domaniales qu'il s'agirait d'occuper
- c. Nature de l'activité de l'occupant
- d. Caractéristiques principales du montage projeté

II- MODALITES PRATIQUES

- a. Remise de manifestation(s) d'intérêt
- b. Déroulement de la procédure

Préambule

En application de l'article L. 2122-1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (ci-après AP-HP) sollicite les opérateurs économiques à manifester leur intérêt pour l'implantation et l'exploitation d'une unité TEP Scan sur son site de l'hôpital Antoine-Béclère, emportant *in fine* occupation du domaine public hospitalier.

I- Objet de l'appel à manifestation d'intérêt concurrente

a) Contexte

L'Assistance publique-hôpitaux de Paris, centre hospitalo-universitaire d'Île-de-France, est composée de 38 hôpitaux, réunis en 6 groupes hospitalo-universitaires.

L'hôpital Antoine-Béclère, situé à Clamart (Hauts de Seine) fait partie du GHU APHP.Université Paris-Saclay, qui regroupe en tout 7 sites hospitaliers.

Le présent appel à manifestation d'intérêt a pour objet de porter à la connaissance des tiers potentiellement intéressés le fait que l'AP-HP a reçu d'une société d'exercice libéral spécialisée en médecine nucléaire une manifestation d'intérêt spontanée en vue :

- D'engager une coopération sanitaire conjointe avec l'AP-HP sous la forme d'un groupement de coopération sanitaire (GCS) ;
- De permettre au dit GCS d'occuper les locaux affectés au service de médecine nucléaire, qui feront l'objet de travaux d'extension, au sein de l'hôpital Antoine-Béclère (92140 CLAMART, 157, rue de la Porte de Trivaux), appartenant à l'AP-HP.

L'entreprise ayant manifesté son intérêt souhaiterait, par cette coopération, implanter un TEP Scan dans les locaux précités, et exploiter l'autorisation pour l'activité de médecine nucléaire dont l'AP-HP

est titulaire. La coopération serait conçue pour donner lieu à des prestations croisées entre les membres du GCS permettant l'exploitation commune du TEP Scan.

L'AP-HP peut être susceptible de faire droit à cette demande et de délivrer un titre d'occupation du domaine public à ce GCS à constituer, sous la forme d'une autorisation d'occupation ou d'une convention d'occupation du domaine public.

L'AP-HP publie donc le présent avis pour s'assurer, préalablement à la possible délivrance du titre sollicité, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

b) Description des dépendances domaniales qu'il s'agirait d'occuper

Les locaux dont l'occupation est sollicitée, d'une superficie de 243,18 m² de surface de plancher construit, sont situés au sein de l'hôpital Antoine Béchère, niveaux rez de chaussée haut et bas. Ils sont d'ores et déjà affectés à une activité de médecine nucléaire, permise par l'autorisation sanitaire dont l'AP-HP est titulaire. Ces locaux permettent l'implantation d'un TEP Scan. Ils relèvent du domaine public hospitalier de l'AP-HP.

Une extension du service d'un peu plus de 500 m² sur pilotis est proposée par l'entreprise, et permettrait des développements futurs de l'activité de médecine nucléaire sur ce site.

c) Nature de l'activité de l'occupant

La manifestation d'intérêt spontanée reçue de l'AP-HP concerne une coopération sanitaire sous la forme d'un GCS afin d'implanter et d'exploiter une unité TEP Scan au sein du service de médecine nucléaire de l'hôpital Antoine-Béchère. La société propose de porter, au sein de ce GCS, les investissements pour ce nouvel équipement, mais également pour les travaux d'extension du service, et souhaite bénéficier de l'autorisation de médecine nucléaire dont est titulaire l'AP-HP ainsi que des locaux de l'AP-HP affectés à cette activité.

Dans le cadre du GCS, les médecins de la société et de l'hôpital Béchère utiliseraient en commun l'unité TEP Scan selon une répartition de 50/50 des vacations. La répartition des recettes et des charges de cette activité se ferait au prorata de l'utilisation de l'équipement par les deux équipes médicales, sur la base des examens réalisés et facturés.

Cette coopération impliquerait également une permanence des soins pour des patients publics urgents, durant les vacations privées, afin de garantir la continuité du service public hospitalier, selon un protocole à définir. Elle impliquerait également des partenariats de recherche.

Cette coopération s'inscrit dans un besoin de renforcer l'activité de médecine nucléaire en Hauts de Seine.

d) Caractéristiques principales du montage projeté

La société à l'initiative du projet, propose de :

- Constituer avec l'AP-HP un GCS permettant l'exploitation sur le site unique de l'hôpital Antoine-Béchère à Clamart de l'autorisation dont l'AP-HP est titulaire pour l'activité de médecine nucléaire et dont les personnels mis à disposition resteront des personnels de l'AP-HP ;

- Prendre en charge financièrement l'intégralité de l'investissement permettant l'implantation d'un TEP Scan dans les locaux affectés à l'activité de médecine nucléaire au sein de l'hôpital et la création d'une extension de ces locaux sur une surface supplémentaire d'environ 500 mètres carrés sur pilotis devant permettre d'installer ledit TEP Scan et le cas échéant d'en installer un second ultérieurement en cas de restructuration du service médical existant ;
- Porter, *via* le GCS, ces investissements en concertation avec les acteurs du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay et en son sein de l'hôpital Antoine-Béclère (notamment le projet foncier d'extension, son raccordement au site, la restructuration du service existant, les études et l'achat des équipements...) ;
- Organiser avec l'AP-HP l'utilisation partagée d'un TEP Scan à hauteur de 50%, susceptible être étendu dans un second temps, avec l'accord des parties, à l'utilisation partagée d'un second TEP Scan ;
- Utiliser le système de gestion des images, qui se fera en commun, au moyen du RIS et du PACS outils du service actuel de l'hôpital Antoine-Béclère (Xplore et Carestream). De la même manière, le dossier patient utilisé sera celui en vigueur au GHU APHP. Université Paris Saclay, Orbis.
- Etablir un protocole d'accueil des patients publics urgents durant les vacances privées, afin de garantir la continuité du service public hospitalier ;
- Prendre part à des échanges avec un ou plusieurs établissements publics de santé sur plusieurs sites, notamment dans le cadre d'un partenariat de recherche, et devra démontrer sa capacité à s'insérer dans un environnement public notamment via un actionnariat médical.

Dans le cadre de ce montage, un titre d'occupation sera délivré au GCS à constituer, pour l'activité décrite dans le présent avis. Il sera constitutif de droits réels afin de permettre la réalisation des travaux décrits *supra*.

Au regard de la nature du projet, il est précisé que tout candidat potentiel devra, s'il souhaite manifester un intérêt concurrent pour un tel montage, démontrer sa capacité à :

- proposer une expertise de qualité (une accréditation EARL sera prise en compte dans le choix du partenaire et valorisée) et à mener des activités de recherche et à s'intégrer dans un environnement HU avec le service de médecine nucléaire du GHU APHP. Université Paris Saclay ;
- S'intégrer dans une démarche respectueuse des intérêts de l'AP-HP (élaboration d'un protocole d'accueil des patients urgents, définition et utilisation de protocoles médicaux et paramédicaux communs avec le service...) et à proposer une offre susceptible de ne pas concurrencer les autres services de médecine nucléaire de l'AP-HP.

II- **Modalités pratiques de l'AMI**

a) Remise des manifestations d'intérêt

Toute manifestation d'intérêt doit être adressée à compter de la publication du présent appel et avant le 26 juin 2023 à 17h 30 heures uniquement de manière dématérialisée au lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2310611&orgAcronyme=x7c>

Toute demande de renseignement complémentaire doit être adressée à cette même adresse et au plus tard le 18 juin 2023 à 12h00 heures.

Toute manifestation d'intérêt doit obligatoirement comporter les éléments suivants, destinés à en apprécier le sérieux :

- Un courrier de présentation du candidat ;
- Une présentation du projet (les caractéristiques du projet, ainsi que les objectifs poursuivis) qu'il entend réaliser dans le respect de la thématique des activités proposées à l'AP-HP pour ces locaux, mais également et surtout dans le cadre d'une coopération sanitaire, selon les modalités exposées dans le présent avis ;
- Un extrait Kbis du candidat ou tout autre document équivalent.

Les propositions qui ne respecteront pas les exigences précisées ci-avant seront considérées comme incomplètes et partant irrégulières. Elles ne seront pas examinées. Il en va de même pour les propositions arrivées hors délais.

Par ailleurs, l'attention des candidats est attirée sur les caractéristiques de la manifestation d'intérêt concurrente qui doit constituer une réelle contre-proposition, proposant des activités similaires à celles envisagées, et présentant des modalités de coopération sanitaire au moins équivalentes à la manifestation spontanée.

b) Déroulement de la procédure

Dans l'hypothèse où aucune manifestation d'intérêt concurrente ne serait reçue dans les délais impartis, l'AP-HP pourrait constituer un GCS avec la société pressentie, et délivrer à ce GCS un titre d'occupation du domaine public pour les locaux précités.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs autres opérateurs manifesteraient leur intérêt pour, dans les conditions exposées dans le présent appel, mettre en œuvre une telle coopération sanitaire, et occuper, *via* un GCS, les locaux précités, et que l'AP-HP jugerait concurrente une telle proposition, cette dernière pourra décider de lancer une procédure de sélection préalable, ou ne pas donner suite à ce projet.